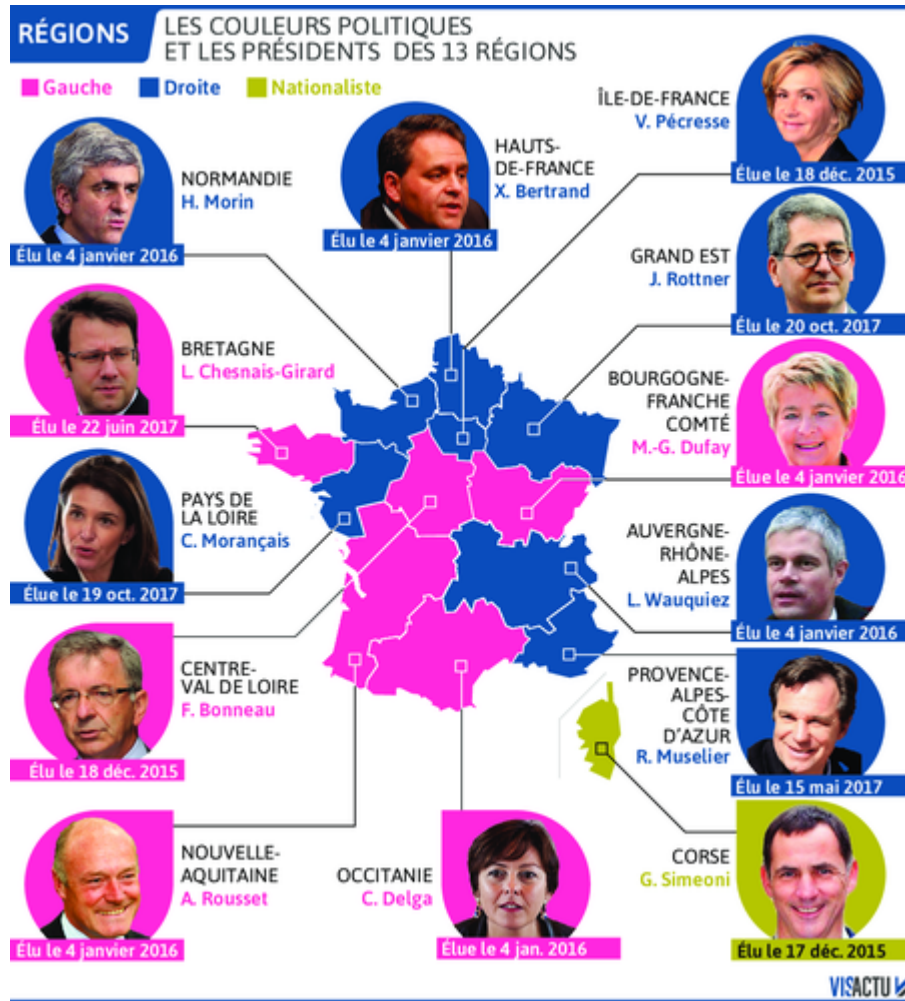


France-Monde

POLITIQUE

# Régionales : le temps de la pré-campagne

Nathalie MAURET



**Sauf catastrophe sanitaire, les élections régionales auront lieu les 13 et 20 juin, couplées aux départementales. Les états-majors des partis mettent au point stratégies et alliances, avant une campagne qui s'annonce perturbée.**

Le Parlement a donc avalisé ce vendredi le report de trois mois du double scrutin dans les douze régions métropolitaines, 96 départements et la collectivité unique de Corse.

Beaucoup plus que les départementales, au scrutin majoritaire binominal et à l'enjeu local prédominant, les deux tours des Régionales revêtent une forte connotation politique, à 10 mois de la présidentielle.

## • Droite et gauche à la relance en primaire

Pour au moins trois présidents sortants, ce vote aura la valeur d'une primaire présidentielle. Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, en a fait la promesse : en cas de défaite, il ne se présenterait pas à la présidentielle en 2022. S'il gagnait à nouveau sa région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (LR) songerait sans doute à nouveau à un destin national. Et bien que Valérie Pécresse (Libres !) n'ait officiellement en ligne de mire que les Régionales, elle espère aussi qu'une victoire l'auréolera d'une image de présidentiable. À gauche, le premier tour permettra de mesurer le rapport de force entre les socialistes, à la tête de cinq régions, et les écologistes qui, sauf en Paca, partiront séparément. En région parisienne, la maire de Paris Anne Hidalgo, prétendante possible pour 2022, a propulsé son adjointe Audrey Pulvar, qui fera face à Julien Bayou, secrétaire national d'EELV.

## • Les sortants en position de force

Les présidents sortants, dont sept de droite, seront avantagés pour deux raisons :

- la crise sanitaire détourne l'attention des Français.
- ils occupent le terrain depuis un an, distribuant des masques ou organisant des campagnes de dépistage. C'est valable pour les sept sortants de droite (4 LR, un centriste, 2 DVD), comme pour ceux de gauche.

Dans ce contexte, leurs challengers peineront à exister : moins connus, ils sont en outre empêchés de tenir des réunions publiques. Ils organisent des sorties sur le terrain, mais elles restent souvent confidentielles. En Île-de-France par exemple, les trois leaders des listes de gauche (Clémentine Autain pour la France insoumise, Julien Bayou pour les Verts et Audrey Pulvar pour les socialistes) multiplient les déplacements, pour soutenir les salariés d'une entreprise en grève, visiter des jardins ou participer à une distribution alimentaire. Tout ce qui est susceptible de mobiliser l'électorat de gauche.

## • Scrutin difficile pour les marcheurs

À La République en Marche, le travail préélectoral s'effectue de façon virtuelle. Tous les chefs de file ont été nommés, sauf en région Paca. Les têtes de liste par département le

seront plus tard, le but étant de laisser le plus de chances possible afin de nouer des alliances avant le premier tour avec les sortants qui le souhaitent. Des discussions se tiennent en Paca avec Renaud Muselier (LR) et dans le Grand Est avec Jean Rottner (LR), même si les intéressés le nient.

Après des municipales catastrophiques, les Régionales ne s'annoncent guère mieux pour le mouvement présidentiel. Mais les sortants se méfient des listes LREM-Modem, car elles peuvent leur prendre quelques points.

Pour LREM, l'important est donc de passer vite à la suite, en essayant de ne pas trop perdre de plumes. Même perspective pour les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon, déjà dans la présidentielle et prêts à assumer un troisième échec aux scrutins intermédiaires, après les Européennes et les municipales. En revanche, pour le RN, décrocher une région voire un département deviendrait un marchepied évident pour 2022, même si, contrairement à 2015, Marine Le Pen n'est pas elle-même candidate dans les Hauts-de-France.